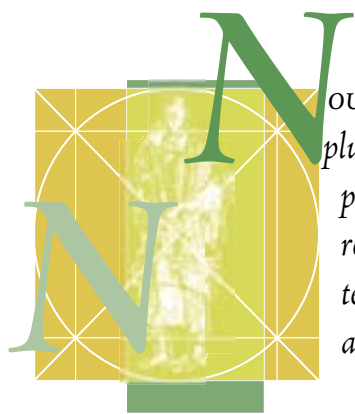


Une opportunité pour l'agriculture



NOURRIR 100 MILLIONS DE SAHÉLIENS, profiter d'un marché régional de plus de 430 millions de consommateurs dans 20 ans : ce sont les défis que se propose de relever le Sahel en s'appuyant sur la valorisation durable de ses ressources. Développement des investissements, sécurisation des producteurs, organisations des filières et cohérence des politiques publiques sont autant de moyens permettant d'y parvenir.

La régression de la contribution de l'agriculture dans les économies et dans l'emploi est une tendance lourde dans le monde entier. Le Sahel n'y échappe pas. En revanche, malgré une dynamique démographique engendrant une croissance rapide du nombre d'urbains sahéliens, le nombre de ruraux ne diminuera pas. Selon les perspectives disponibles, le Sahel comptera de l'ordre de 50 millions d'urbains et autant de ruraux en 2020, contre respectivement 16 et 38 millions aujourd'hui.

Avec une population rurale qui représente plus de 70 % de la population totale, il va de soi que le marché intérieur potentiel dont dispose chaque producteur est extrêmement étroit. Il n'est pas en mesure de rémunérer le travail et de financer la modernisation des systèmes d'exploitation. C'est la raison pour laquelle les systèmes vivriers répondent dans l'ensemble avant tout à une stratégie d'autoconsommation familiale, et éventuellement d'échanges de proximité. L'accroissement de la taille des familles rurales induit par conséquent un accroissement des surfaces vivrières, sans modification radicale du système productif, tant que les réserves foncières le permettent. Lorsque la pression devient trop forte, on assiste à une dégradation de la fertilité des sols liée au raccourcissement des temps de jachère, non compensée par la mise en œuvre de techniques alternatives telles que les jachères cultivées ou les amendements organiques. L'amélioration des revenus repose alors sur la diversification des activités en dehors du secteur agricole, ou sur l'intensification et le développement de productions bénéficiant d'un marché dynamique, mais sur une partie seulement de la sole. Seules les exploitations céréalières des zones soudaniennes dégagent des excédents réguliers qui alimentent les marchés nationaux et régionaux.

Mais, il n'y a pas pour autant de lien automatique entre l'urbanisation et le développement de l'agriculture. Les pays les plus urbanisés du Sahel sont aussi les pays dont la dépendance ali-

mentaire à l'égard des importations du marché mondial est la plus forte. Les pays côtiers du golfe de Guinée constituent de la même façon un contre exemple.

Pour pouvoir profiter du développement de la demande, plusieurs conditions doivent être réunies. La première est que la base productive puisse effectivement répondre en s'appuyant sur un potentiel de ressources en terres cultivables suffisant. Le Cap-Vert, par exemple, est clairement handicapé sur ce plan. Si on aborde la question au niveau de l'ensemble du Sahel, on est loin d'avoir épuisé le potentiel de développement, en particulier, grâce aux bassins de production dans les zones suffisamment arrosées ou irrigables. Mais cela implique une vision régionale des connexions entre bassins de production et bassins de consommation, et une priorité accordée par les politiques publiques à l'intégration régionale plutôt qu'à l'approvisionnement à bas prix sur les marchés mondiaux.

La deuxième condition est que les systèmes de production, orientés vers des logiques d'autosubsistance ou à l'inverse vers des productions destinées à l'exportation, puissent se transformer pour répondre à la demande interne.

Comment améliorer l'environnement économique et institutionnel des producteurs et des acteurs économiques pour impulser ou accompagner une transformation des agricultures, via l'intensification et la diversification des productions ?

LE MARCHÉ, AUSSI INDISPENSABLE QU'INSUFFISANT !

La pauvreté en milieu rural constitue un des facteurs essentiels de la crise de l'agriculture et de l'insécurité alimentaire en milieu rural. L'accroissement des revenus agricoles est par conséquent un objectif déterminant au regard de l'amélioration de la situation alimentaire des ménages ruraux. Mais au-delà, l'augmentation des ressources financières des agriculteurs est à la base d'un



processus d'accumulation progressive indispensable à la mutation des systèmes de production dans le sens d'une augmentation des rendements et d'une exploitation durable des ressources naturelles.

L'élargissement des marchés dont dispose chaque producteur est le moyen le plus sûr, dans des économies libéralisées, de contribuer à l'amélioration des revenus. C'est en cela qu'une évolution significative du rapport entre le nombre de producteurs et de consommateurs est essentielle. Toutefois, l'expérience montre aussi que l'existence d'une demande potentielle n'est pas suffisante pour provoquer une adaptation des agricultures. En particulier, la gestion du risque — risque climatique, risque économique ou commercial — est au centre de la stratégie des producteurs. Par conséquent, une monétarisation accrue de l'agriculture impose que les producteurs soient mieux sécurisés qu'ils ne le sont aujourd'hui.

La volatilité des marchés de produits alimentaires est le premier facteur d'insécurité qui freine les investissements agricoles. Aussi, il est essentiel que les dynamiques d'intégration régionale soient confortées. La construction du marché régional, au sein d'ensembles régionaux cohérents constitue de ce fait un enjeu très important. Ce marché régional ne peut se construire sans une bonne gestion des relations commerciales (harmonisation des politiques aux frontières avec le marché mondial) et la suppression effective des barrières aux échanges sous-régionaux.

Il est tout aussi fondamental que les investissements publics réalisés dans le domaine de l'éducation, la santé, les infrastructures de communication et de transports, etc. privilégient le monde rural. Par cette voie « non sectorielle », il s'agit de réduire les déséquilibres villes-campagne, d'améliorer l'accès aux services de santé et d'éducation dont la carence interdit toute stratégie d'investissement au niveau familial et communautaire, et de faciliter enfin la connexion des zones de production avec les bassins de consommation, en limitant les coûts de transaction.

AGRICULTURE ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

La compétitivité de l'agriculture sahélienne tient largement à sa capacité à mettre en valeur les ressources naturelles. Les systèmes de production agricoles, pastoraux et halieutiques ont une relation très forte à leurs milieux naturels. Une exploitation rationnelle et durable de ces milieux nécessite des systèmes de production appropriés, reposant sur des combinaisons de cultures, des modes pertinents d'association agriculture/élevage/foresterie, etc. Le développement des bassins de production et, en particulier, les choix d'investissements en matière de maîtrise de l'eau, de conservation des eaux et des sols, d'aménagements fonciers doivent par conséquent s'inscrire dans une approche territoriale. Cette approche s'inscrit dans le rôle que jouent de manière croissante les collectivités locales en matière de gestion des ressources naturelles, d'arbitrage des conflits sur l'usage des ressources entre les différents utilisateurs, d'adaptation des régimes fonciers, de planification des investissements collectifs (pistes rurales, magasins de stockage...). Les institutions locales ont un rôle important à jouer pour créer les conditions d'une intensification durable des systèmes productifs.

LA STRUCTURATION DES FILIÈRES SOUS-RÉGIONALES

Ces approches territoriales qui ont prioritairement un objectif de gestion rationnelle des ressources naturelles doivent se prolonger

pour les principaux produits par une structuration des filières en aval de la production. L'organisation des filières diffère selon qu'il s'agit des produits à destination des marchés locaux, sous-régionaux ou internationaux. Mais dans tous les cas de figure, elle doit permettre de réduire les coûts, d'améliorer la rémunération des producteurs tout en réduisant les prix aux consommateurs. Il s'agit dans ce domaine d'améliorer la mise en marché des produits par une meilleure organisation des producteurs, de faciliter le transport en améliorant les infrastructures et en supprimant les entraves à la fluidité des marchés (obstacles informels aux échanges : taxes indues, barrages routiers...), de favoriser les investissements dans la transformation des produits agricoles répondant à la demande des consommateurs, etc. Dans des contextes d'économies libéralisées, ce sont avant tout les opérateurs privés et les organisations de producteurs qui doivent investir dans le secteur aval de la production. Cependant, les pouvoirs publics ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en place d'un environnement juridique clair et simplifié, le développement de systèmes d'information fiables et adaptés aux besoins des opérateurs, la mise en place de systèmes de crédit adaptés aux besoins d'investissements et de trésorerie des acteurs, etc.

LES SERVICES AUX PRODUCTEURS

Hormis dans le cas des filières destinées à l'exportation et bénéficiant d'un encadrement important, les producteurs sahéliens restent cruellement démunis en matière d'accès au crédit et aux intrants de production. En l'absence de garantie et face à des revenus extrêmement fluctuants au gré des chocs extérieurs, les établissements de crédit refusent de s'engager activement dans le financement du secteur agricole. Les systèmes financiers décentralisés se sont développés mais couvrent peu les zones vulnérables où le risque est plus grand. Dans ce contexte, les producteurs n'ont pas suffisamment de trésorerie pour intensifier leur production et privilégient des systèmes qui minimisent les risques. De même l'accès aux intrants reste difficile (semences, engrais, protection des cultures...) à la fois pour des raisons de coûts et de réseaux de commercialisation. Enfin, les systèmes de recherche agricole et de vulgarisation, très affaiblis, ont bien du mal à répondre aux demandes des producteurs soucieux de disposer de nouveaux « itinéraires techniques durables » correspondant aux différents contextes agro-écologiques. C'est sur cet ensemble de services aux producteurs qu'il convient d'agir pour anticiper et accompagner les mutations des systèmes de production.

